

## **ASSOCIATION MALTE LIBAN**

15, rue d'Estrées  
75007 PARIS

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de l'association MALTE LIBAN,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MALTE LIBAN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 décembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Crise sanitaire Covid-19 » de l'annexe des comptes annuels concernant le contexte du COVID 19.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La collecte des dons manuels réalisée en France fait l'objet de procédures de contrôle interne dont nous avons testé la bonne fiabilité, de la réception des fonds à l'émission des reçus fiscaux.

Les fonds collectés sont exclusivement destinés, en vertu des statuts de votre association, aux centres médico-sociaux gérés par la Fondation de l'Ordre de Malte pour le Liban à Beyrouth. Nous nous sommes assuré que les fonds distribués par votre association ont bien été versés à cette fondation et affectés aux centres.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du le Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication au Conseil d'Administration appelé à statuer sur les comptes.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,

**FIDORG AUDIT Ile de France SAS**

**Christophe BOULAY**  
Commissaire aux Comptes  
Associé

Signé électroniquement le 16/12/2020 par  
Christophe Boulay



BILAN

ACTIF	31/12/2019			2018	PASSIF	31/12/2019	2018
	Brut	Amortissements et dépréciation	Net	Net			
<b>Actif immobilisé :</b> immobilisations					Fonds associatifs et réserves :		
incorporelles					Fonds associatifs sans droit de reprise	67 514	67 514
Immobilisations corporelles	5 243	5 243	0	0			
Immobilisations financières	2 390		2 390	2 390	Ecart de réévaluation	-	-
<b>TOTAL I</b>	7 633	5 243	2 390	2 390	Report à nouveau	10 088	9 545
					Résultat de l'exercice	578	544
					(excédent ou déficit)		
Actif circulant					Autres fonds associatifs		
Stocks et/encours					Fonds associatifs avec droit de reprise		
Avances et acomptes sur commandes					Apports		
Créances					Legs et donations		
Usagers et comptes rattachés					Résultat sous contrôle de tiers financiers		
Autres			0	0	Ecart de réévaluation		
Valeurs de placement							
					Subventions d'investissement sur bien non renouvelables		
Disponibilités (autre que caisse)	1 040 609		1 040 609	949 228	Provisions réglementées		
Caisse	3 307		3 307	4 311	Droit des propriétaires (commodat)		
<b>TOTAL II</b>	1 043 915		1 043 915	953 538	<b>TOTAL I</b>	78 180	77 603
					<b>Provisions (TOTAL II)</b>		
<b>Charges constatées d'avance (TOTAL III)</b>	0		0	2 571	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement sur autres ressources	940 000	856 000
					<b>Dettes</b>	-	-
					Emprunts et dettes assimilées	-	-
					Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
					Fournisseurs et comptes rattachés	13 640	9 272
					Autres	14 486	15 626
					<b>Produits constatés d'avance</b>	-	-
					<b>TOTAL III</b>	968 126	880 898
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	1 051 548	5 243	1 046 306	958 500	<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	1 046 306	958 500

**COMPTE DE RESULTAT**

<b>CHARGES</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
<b>Charges d'exploitation</b>			<b>Produits d'exploitation</b>		
Achats	5 148	4 531	Ventes de marchandises de produits fabriqués		
Variation de stock					
Autres charges externes	131 435	147 609	Production stockée		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 781	1 403	Production immobilisée		
Rémunération du personnel	60 200	60 301	Subvention d'exploitation		
Charges sociales	25 821	24 746			
Subventions accordées par l'association	389 184	804 970	Dons	682 975	1 034 370
Dotations aux amortissements			Cotisations		
Dotations aux provisions			Legs et donations	10 049	247 472
			Produits liés à des financements réglementaires		
Autres charges	617	0	Autres produits	2 301	0
<b>Charges d'exploitation (TOTAL I)</b>	<b>614 186</b>	<b>1 043 560</b>	<b>Produits d'exploitation (TOTAL I)</b>	<b>695 325</b>	<b>1 281 842</b>
<b>Charges financières (TOTAL II)</b>			<b>Produits financiers (TOTAL II)</b>	<b>3 438</b>	<b>2 262</b>
<b>Charges exceptionnelles (TOTAL III)</b>	<b>84 000</b>	<b>240 000</b>	<b>Produits exceptionnels (TOTAL III)</b>	<b>0</b>	
<b>Impôts sur les sociétés (TOTAL IV)</b>					
<b>Engagements à réaliser sur ressources affectées (TOTAL V)</b>			<b>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (TOTAL IV)</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V)</b>	<b>698 186</b>	<b>1 283 560</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)</b>	<b>698 764</b>	<b>1 284 104</b>
<b>Solde créditeur : excédent</b>	<b>578</b>	<b>544</b>	<b>Solde débiteur : déficit</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>698 764</b>	<b>1 284 104</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>698 764</b>	<b>1 284 104</b>

## ANNEXE 1

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 046 306 euros, au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 695325,05 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie des comptes annuels.

### **- REGLES ET METHODES COMPTABLES**

#### **Principes et convention générale**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

#### **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### **Informations générales complémentaires**

##### **Immobilisation corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- matériel de bureau, matériel informatique sur 3 ans.

##### **Estimation retenues**

En application du principe comptable de spécialisation des exercices, les dons et cotisations ayant fait l'objet d'émission de reçus fiscaux se rattachant à l'exercice comptable ont été enregistrés au 31/12/2019 dans la collecte

##### **Fonds dédiés**

Compte tenu du risque de volatilité de ses ressources, l'association a mis en place depuis plus de 5 ans une gestion prudentielle de l'allocation de ses fonds. Ces sommes permettent de subvenir à ses engagements vis-à-vis de la FOML et à ses charges en cas de baisse de la collecte.

##### **Compte Emploi Ressources**

Afin de satisfaire aux obligations légales, les dépenses de l'association sont ventilées :

- soit directement entre ses missions sociales, ses frais de collecte et ses frais de fonctionnement,
- soit en fonction des temps passés pour les dépenses des prestataires ou les rémunérations versées, ce qui représente un pourcentage entre 50 % et 100 % des dépenses réalisées auprès des prestataires et 80 % pour les rémunérations affectés en frais de collecte.



**ANNEXE 2**

**Informations générales complémentaires Honoraires et commissaires aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2019 ont été provisionnés pour un montant de 5 300euros TTC.

**- COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN**

**Etat des immobilisations**

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		Valeur fin d'exercice pas de mouvement sur la période
		Réévaluation	Acquisitions	
Matériel de bureau et informatique Mobilier	5 243			5 243
TOTAL	5 243			5 243
Prêts, autres immobilisations financières	2 390			2 390
TOTAL	2 390			2 390
TOTAL GENERAL	7 633			7 633

**Etat des amortissements**

Situation des mouvement de l'exercice	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	5 243			5 243
TOTAL	5 243			5 243
TOTAL GENERAL	5 243			5 243

**Tableau des variations des fonds associatifs**

Nature des provisos et des réserves	Montant début exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
--	------------------------------	---	-------------------	---------------------	-------------------------

**Fonds propres :**

Fonds associatifs sans droit de reprise	67 514				67 514
Réserves					
Report à nouveau	9 545	544			10 089
RESULTAT DE L'EXERCICE	544	-544	578		578

**Autres fonds associatifs**

Fonds associatifs avec droit de reprise					
Provisions réglementées					
TOTAL	77 603		578		78 180

**Etat des provisions**

Néant

**Etat des échéances des créances et des dettes**

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisation financières	2 390		2 390
Personnel et comptes rattachés	0		
Produits à recevoir (legs)	0		
Charges constatées d'avance	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>2 390</b>	<b>0</b>	<b>2 390</b>

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5ans	A plus 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	13 640	13 640		
Personnel et comptes rattachés	4 029	4 029		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	9 865	9 865		
Etat et Impôts sur les bénéfices	265	265		
Autres dettes	327	327		
<b>TOTAL</b>	<b>28 126</b>	<b>28 126</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Evaluation des créances et des dettes**

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

**Suivi des fonds dédiés**

	Montant brut début exercice	Mouvements de la période	Montant fin de la période
Fonds dédiés	856 000	84 000	940 000
<b>TOTAL</b>	<b>856 000</b>	<b>84 000</b>	<b>940 000</b>

**Charges à payer**

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 640
Dettes fiscales et sociales	5 753
Autres charges à payer	327
<b>TOTAL</b>	<b>19 719</b>

**Produits à recevoir**

produits recevoir inclus dans les postes suivant du bilan	Montant
Créances sociales et fiscales et autres	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

**Crise sanitaire COVID-19**

S'agissant des éventuelles conséquences de la crise sanitaire actuelle sur nos activités et la situation financière au cours de l'exercice en cours, elles sont difficilement prévisibles à ce jour, compte tenu notamment des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise sanitaire.

**- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS**

Engagement en matières de pensions et retraites

Les engagements de retraite n'ont pas été évalués à la fin de l'exercice car l'effectif est d'une personne. Ceux-ci restent non significatifs.